



LE BLOG FRANCAIS DE LA FISCALITE INTERNATIONALE N 3 octobre 2017

www.etudes-fiscales-internationales.com/
pour s'abonner cliquer et inscrivez vous en haut à droite

Je suis la transparence, cette nouvelle vertu par JD Bredin

DISCOURS SUR LA VERTU par Me JEAN DENIS BREDIN ,
Membre de l'Académie Française

Les lettres fiscales d'EFI Pour lire les tribunes antérieures cliquer

La lettre EFI du 22 octobre pdf

Pour placer dans votre dossier "les lettres d'EFI" sur votre bureau

: « Nous sommes passés de l'Etat de droit à l'Etat de surveillance »

Par Mireille Delmas-Marty.

Elle dénonce une quasi-fusion entre le droit d'exception et le droit commun.

Les écarts de prélèvements obligatoires entre la France et la zone euro

Régime des DMTG avec Monaco

**Arrêté du 13 octobre 2017 modifiant l'article 121 Z quinquies
de l'annexe IV au code général des impôts**

Rapport de la commission des finances de l'AN sur le PLF 18 déposé le 12 octobre 2017 :

INEDIT EFI

Les rapports de la commission de finances par M. Joël GIRAUD le rapporteur général

Article 11 Mise en œuvre du prélèvement forfaitaire unique.pdf

Article 12 Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'ISF.pdf

Echange automatique : 26 (!) loopholes dans le collimateur de l'OCDE 1

La SUISSE encore plus blanche grâce au GAFI 2

Art 155 A est applicable à des non résidents conventionnés³

Art 182 B : de la subsidiarité des traités fiscaux (CAA PARIS 29/09/17 3

Echange automatique : 26 (!) loopholes dans le collimateur de l'OCDE

Pour lire la tribune cliquez

A l'OCDE, on se montre inquiet: un passeport acheté pourrait accroître les risques d'escroquerie. «Certains prestataires vendent de tels titres de citoyenneté en guise

d'instrument servant à contourner l'échange automatique de renseignements (EAR)», estime Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

[L'OCDE a lancé un dispositif de signalement des mécanismes d'évitement de l'EAR](#)

[THE 26 OECD COMMON REPORTING STANDARD LOOPHOLES](#)

Washington D.C. : The OECD Secretary-General updated the G20 Finance Ministers on tax transparency. "The OECD should address potential loopholes, both actual and perceived and taking action whenever necessary."

[Analyse des trois mécanismes d'échanges automatiques](#)

[Echange automatique : la pratique américaine depuis le 1er octobre 2015 \(](#)

[Pour lire la tribune cliquez](#)

[Le site officiel de signalement de l'OCDE](#)

[Common Reporting Standard](#)

[Share your insights on CRS avoidance schemes with us](#)

[Les solutions proposées par Tax transparency](#) par [Naomi Fowler](#)

NOTE EFI nos amis de Washington pensent que dans le cadre du budget 2018 les USA vont préparer des dispositions pour inciter les non us residents à investir sans EAR Quelle sera alors la réaction de l'OCDE et de ses fonctionnaires internationaux dont les USA [sont les plus importants contributeurs \(+ plus de 20% cliquez \)](#)

Le cas du passeport contre investissement Par Marco Brunner, Handelszeitung

[Lire la suite](#)

[La SUISSE encore plus blanche grâce au GAFI](#)

[Pour lire la tribune cliquez](#)

[L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA](#)

[adapte son ordonnance sur le blanchiment d'argent](#)

par [Me Shelby du Pasquier, avocat chez Lenz & Staehelin](#)

[Et si Credit Suisse ou UBS quittaient la Suisse?](#) Par [Mathilde Farine](#)

«Rien n'est sûr à 100%», avait expliqué Sergio Ermotti, dans une interview à [Bloomberg Markets](#). Pas même le fait qu'UBS reste en Suisse, avait-il alors lâché

Sous la pression du GAFI La révision de l'ordonnance sur la lutte contre le blanchiment de l'autorité de surveillance renforce les obligations de diligence des intermédiaires financiers et «diabolise» les avocats et gérants de fortune

Quelle est la force juridique en France des recommandations du GAFI

[Conseil d'État, 6ème et 1ère sous-sections réunies, 23/07/2010, 309993](#)

« Les recommandations du groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) sont dépourvues d'effets juridiques dans l'ordre juridique interne, dès lors que ces actes, émanant d'un organisme de coordination intergouvernementale, n'ont pas le caractère de convention internationale. »

le Conseil fédéral publiera prochainement d'autres projets de révisions portant sur l'extension des obligations de diligence à des domaines autres que l'intermédiation financière,

introduisant certaines exigences en matière de transparence pour les associations, ainsi qu'un renforcement de la réglementation applicable au négoce de matières et métaux précieux.

[Lire la suite](#)

[Art 155 A est applicable à des non résidents conventionnés](#)

[Pour lire la tribune cliquez](#)

Le principe d'imposition des non résidents à l'article 155 A

Mise a jour octobre 2017

Le gérant de la soparfi Luxco contrôlait de fait la société française

Par un arrêt en date du 28 septembre 2017, la CAA de Nancy fait application de l'article 155 A du CGI dans une situation dans laquelle le contribuable, gérant d'une soparfi luxembourgeoise doit être regardé comme ayant, **en fait**, réalisé les prestations de services au profit de la société française dont il n'était ni gérant de droit, ni associé de celle-ci. La CAA fournit ainsi les éléments permettant de caractériser un contrôle de fait.

[CAA de NANCY, 2ème chambre - 28/09/2017, 16NC00901, Inédit au recueil Lebon](#)

[Lire la suite](#)

[Art 182 B : de la subsidiarité des traités fiscaux \(CAA PARIS 29/09/17](#)

[Pour lire la tribune cliquez](#)

A nouveau, nos magistrats appliquent le nouveau principe de fiscalité internationale

PAS D IMPOSITION PAS DE CONVENTION

BOFIP – Application du droit interne en l'absence de conventions fiscales internationales

– Retenues à la source et prélèvements

LE PRINCIPE DE LA SUBSIDIARITE DES CONVENTIONS FISCALES

Par Alexandra CLOUTÉ

Rappel le principe de la subsidiarité des conventions fiscales implique que c'est au bénéficiaire de prouver qu'un traité est applicable (??:°

Dans le cadre du traité avec l'île Maurice La RAS sur des prestation de services faites à une société mauricienne s'applique si le débiteur français ne prouve pas que son créancier mauritien et conventionné est imposé.

Note EFI cette JP pourra s'appliquer pour d'autres traités

[CAA de PARIS, 7ème chambre, 29/09/2017, 15PA01773,](#)

[Lire la suite](#)

[Comment engager une procédure en manquement fiscal à Bruxelles](#)[cliquez](#)

Toute personne peut mettre en cause un Etat membre en déposant une plainte (un formulaire à cet effet est disponible ci-dessous) contre une mesure législative, réglementaire ou administrative ou une pratique administrative généralisée qu'elle estime incompatible avec le droit communautaire. Si la plainte apparaît fondée, la Commission pourra entamer une procédure d'infraction.

[Précis de fiscalité DGFIP 2017](#)

[Annuaire complet statistique DGFIP 2015](#)

[Cahier statistique synthétique DGFIP 2015](#)

[Accès au CGI et au LPF sur Légifrance](#)

[Accès à la Brochure pratique 2017](#)

[\(déclaration des revenus 2016\)](#)

[Accès à la Brochure pratique Impôts locaux 2016](#)

[le bilan de la France au 31.12.15.PDF](#)

[Ocde les prélèvements obligatoires](#)